

ASSEMBLÉE NATIONALE

15 juin 2010

URBANISME COMMERCIAL - (n° 2566)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 115 Rect.

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE PREMIER

I. – À l'alinéa 17, substituer aux mots :

« des deux communes les plus peuplées »,

les mots :

« de la commune la plus peuplée ».

II. – En conséquence, au même alinéa, substituer au mot :

« autres »,

le mot :

« autre ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les alinéas 12 à 18 de l'article 1 précisent quelle est la composition de la commission régionale d'aménagement commercial lorsqu'elle statue sur un projet d'implantation commerciale de plus de 1 000 m² de surface de vente. Cette composition donne aux représentants des collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale une très forte prédominance. Il est souhaitable, compte tenu de l'objet de la commission et du fait que la proposition de loi ne prévoit pas la possibilité d'un appel, que la composition de la commission soit rééquilibrée, en particulier par la présence de représentants de l'Etat et d'associations de protection des consommateurs.

Les deux derniers alinéas reprennent les dispositions existantes du code de commerce afin d'assurer l'indépendance des membres de la commission régionale d'aménagement commercial.